

<http://lipietz.net/La-justice-pas-la-vengeance-Sur-le-desastre-de-New-York>

Libération

La justice, pas la vengeance. Sur le désastre de New York

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : samedi 29 septembre 2001

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

J'écris ces lignes alors que des mouvements de troupe et des paroles inconsidérées font craindre le pire : la victoire rétrospective des commanditaires des infâmes attentats du 11 septembre. Mais le pire n'est jamais sûr.

Toute la planète, rivée devant les images irréelles d'un attentat aussi monstrueux qu'abstrait, fut brutalement ramenée à la réalité fondamentale quand les tours s'écroulèrent. Les victimes ? Un souvenir m'envahit alors : il y a seize ans, j'étais entre les immeubles de Mexico ravagé par un tremblement de terre. La poussière et le gaz, puis l'odeur des cadavres. Et les foules affolées. Puis les parents, les milliers de volontaires, grattant désespérément les décombres.

Oui, pour quelques jours, j'étais New-Yorkais, comme je fus Mexicain. Aux pieds des tours, les mêmes foules bigarrées : blancs, asiatiques, latinos, afro-américains ? toute l'humanité. Mais cette fois martyrisée par un acte volontaire : *un crime contre toute l'humanité*. Les chefs du gang criminel ont finement planifié et les actes et les images. Armés de canifs, les kamikazes ont su se glisser dans les failles des mégasystèmes ultramodernes de leurs adversaires, pour les retourner. Des avions de lignes domestiques, transformés en flèches vivantes, lancées sur les tours converties en poteau d'exécution. Et l'humanité s'est défendue avec les armes du courage et du lien social. Comme les passagers du quatrième avion, contre-attaquant pour sauver une nouvelle cible. Comme les pompiers grimpant vers la mort avec leurs lances dérisoires.

Non ! Ce n'est pas une guerre. Et si, de représailles en représailles, ce crime devait dégénérer en guerre véritable, avec de "vrais" bombardements de civils, dans une arithmétique horrible de la vengeance, alors ses auteurs auraient gagné. Car c'est exactement ce qu'ils attendent.

Ces attentats ne constituent pas une déclaration de guerre d'une civilisation à une autre, comme l'ont déclaré un certain nombre d'irresponsables soufflant sur la braise de la douleur pour attiser l'embrasement du ressentiment. Ils ne sont pas non plus l'expression dévoyée de la lutte des peuples opprimés. Les criminels agissent pour leur compte : provoquer une guerre qui leur permette de s'ériger en ? guides suprêmes ?.

Ni vengeance, ni impunité. L'humanité n'a qu'une réponse à leur opposer : la justice. Les identifier, les traquer, les arrêter et les désarmer - et c'est là seulement que se justifie la violence d'État, pourvu qu'elle soit mandatée par une instance internationale légitime - les juger et les punir. Un jugement international, s'appuyant sur le droit international, face à un crime imprescriptible que certains, dont le groupe des Verts au Parlement européen, qualifient, sans forcer les mots, "contre l'humanité ? : par son ampleur, par la qualité des victimes civiles (immolées au seul tort d'être résidentes des États-Unis), par l'idéologie totalitaire qui inspira les meurtriers.

Mais la justice humaine doit aller au-delà. Juger et punir, mais surtout prévenir. Ne l'oublions jamais : les criminels ont consciemment, pendant des années, préparé leur suicide, en vivant sur le sol américain une vie de petits-bourgeois tranquilles. De quel terreau est née cette forme de fanatisme ? Ne nous aveuglons pas : combien de femmes et d'hommes de par le monde, avant de songer à la commune humanité qui les unit aux victimes, ont réprimé un mouvement de satisfaction ?

Un enfant, dans une école américaine, demandait : "Qu'avons-nous fait, pour qu'on nous haïsse tant ?". Cet enfant incarne la face lumineuse de la démocratie américaine, face aux rodomontades manichéennes de Georges Bush. À cet enfant, le *New York Times* répondait dès le 29 juillet, dénonçant une administration Bush qui "*communique un sens de l'arrogance et du mépris pour la coopération internationale, desservant les intérêts de l'Amérique*". Il citait :

l'intention de répudier les traités de contrôle des armements, le refus de ratifier la Convention Internationale contre le terrorisme international et d'avaliser le bannissement des armes biologiques, l'opposition à la Cour Pénale Internationale, le retrait du protocole de Kyoto (première action humaine consciente pour sauver la planète). Et j'ajouterai l'abandon de la lutte contre les paradis fiscaux, ou encore la tranquille indifférence avec laquelle sont entretenus deux abcès de haine au Moyen-Orient, par le soutien unilatéral au gouvernement israélien, par les bombardements routiniers de l'Irak.

En frappant le Pentagone et le World Trade Center, les assassins ont symboliquement fait mouche. Désormais, les pires criminels, comme hier Saddam Hussein, peuvent passer pour des héros, aux yeux des multitudes déshéritées, dès lors qu'ils attaquent les symboles de la mondialisation libérale et de la superpuissance qui l'encadre. La justice pénale internationale, dans sa lutte contre le terrorisme mondial, est condamnée à donner des coups de fourchette dans l'océan, si elle n'est pas bientôt confortée par la justice sociale internationale, par la justice environnementale internationale.

Gouvernance mondiale, ou barbarie : tel est le grand défi du XXI^{ème} siècle. Puisse l'Europe, comme l'y appelle le Parlement européen, opposer cet idéal aux pulsions d'égoïsme revanchard qui semblent secouer l'administration américaine.

D'abord en inscrivant la riposte aux attentats dans le cadre d'un droit international, rejetant le "deux poids, deux mesures" : un Conseil de Sécurité démocratisé, appliquant le mandat d'une Cour de justice. Ensuite, en désarmant les gangs criminels, par la lutte contre les paradis fiscaux et les trafics qui les financent et les équipent, par la rupture des liens entre services secrets occidentaux et régimes qui violent les droits humains. Enfin par la mise en place de mécanismes compensateurs au libéralisme débridé, pour s'acheminer, non pas vers l'égalité sur la Terre (ne rêvons pas !), mais vers un monde chaque année un peu moins inégalitaire, un peu plus solidaire.

Immense programme, dont la réalisation n'est pas pour demain. En attendant, le risque gît désormais dans les failles des dispositifs techniques qui structurent notre vie quotidienne. Si la justice internationale est la garantie ultime de notre sécurité, la réévaluation des risques techniques est notre impératif immédiat. Désormais, tous les calculs de probabilité qui fondaient nos choix technologiques sont à revoir. Nous avons fait semblant de croire que la volonté, l'intelligence humaine ne joueraient jamais contre l'humanité. Ainsi, les enceintes nucléaires ne sont garanties que contre la chute d'une avionnette, parce que la chute d'un gros porteur avait une probabilité cent fois moindre. Nous savons désormais que de tels accidents sont les buts plausibles d'actes volontaires. Un avion sur la Hague, et le césium dégagé causerait un million et demi de cancers. Un avion sur une installation quelconque de classe "Seveso" dans le Couloir Rhodanien, et la France serait coupée en deux ?

Nous ne trouverons pas la solution à ces problèmes dans une centralisation accrue, un recours à des technologies plus sophistiquées, des contrôles policiers et militaires plus importants, mais dans un approfondissement de la démocratie, dans un mode de développement durable qui permette aux femmes et aux hommes de mieux maîtriser leur destin et les outils de leur mode de vie.

Le mépris de la solidarité internationale a semé la haine. Des calculs de RealPolitik irresponsables l'ont armée. Des choix techniques téméraires lui ont offert des leviers. Au-delà des Tours Jumelles, un autre monde est à reconstruire. Sur la base de la solidarité, de la responsabilité, de la justice et de la démocratie.

J'ai l'irréductible optimisme de croire que l'humanité en a les moyens. Un autre monde est possible, et il est dans celui-ci.

Cet article est paru dans [Libération](#).